Le Burundi a besoin d'un nouveau dispositif législatif pour les POPs

@rib News, 23/05/2012 â€“ Source XinhuaLa mise en Å“uvre de la Convention de Stockholm sur les Polluants Organiques Persistants (POPs) serait effective au Burundi si le gouvernement mettait en place un nouveau dispositif lÃ©gislatif et rÃ©glementaire Ã mÃªme de pouvoir diminuer efficacement ces produits chimiques Ã effets nÃ©fastes sur la santÃ© humaine l'environnement.Câ€™est ce quâ€™a plaidÃ© mercredi Ã Bujumbura M. JÃ©rome Karimumuryango, coordonnateur national du "Renforcement des CapacitÃ©s Institutionnelles pour la Mise en Å“uvre de la Convention de Stockholm sur les POPs et Sensibilisation accrue sur les Questions des POPs". Expert environnementaliste, il a tenu ces propos Ã la veille de la clÃ´ture des activitÃ©s de ce projet prÃ©vue pour le 31 mai 2012.
S'adressant Ã une centaine de participants reprÃ©sentant les principales parties prenantes nationales (secteur public, secteur privÃ© et sociÃ©tÃ© civile) concernÃ©es par les produits chimiques, dont les POPs, et rÃ©unis en atelier national de deux jours, M. Karimumuryango a Ã©mis le souhait que les derniers moments de vie de ce projet, soient marquÃ©s par une validation des "outils de gestion des produits chimiques au Burundi".Ainsi, il a proposÃ© comme outils fondamentaux quatre textes lÃ©gislatifs et rÃ©glementaires portant interdiction de production, importation, commercialisation et utilisation des Ã©lÃ©ments suivants : les pesticides "Mirex et Endrine", les polychlorobiphÃ©nyles (PCB), les Ã©quipements Ã©lectriques contenant des huiles Ã PCB ainsi que les produits pÃ©troliers contenant du plomb et une haute teneur en soufre.Pour les deux pesticides listÃ©s dans la Convention de Stokholm mais non encore interdits au Burundi, l'expert a demandÃ© que le ministÃ¨re de l'Agriculture et de l'Elevage sorte rapidement une ordonnance portant interdiction d'utilisation Ã travers le pays de ces POPs volatils et partant susceptibles de causer des problÃ¨mes sanitaires (cancers, malformations Ã la naissance...) et environnementales (contamination des sols, des eaux, de l' atmosphÃ¨re, des plantes et des animaux).Pour faire face aux problÃ¨mes posÃ©s par les PCB, l'expert a proposÃ© au ministre de l'Energie et des Mines de signer une ordonnance interdisant l'importation des transformateurs de courant, les condensateurs ou autres rÃ©ceptacles contenant des huiles Ã PCB.En ce qui concerne l'abolition des produits pÃ©troliers contenant du plomb et une haute teneur en souffre, l'expert a suggÃ©rÃ© que les ministÃ¨res ayant dans leurs attributions les questions Ã©nergÃ©tiques, commerciales et environnementales, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l' Environnement (PNUE), lÃ©gifÃ¨rent dans le cadre d'asseoir une approche visantÂ Ã l'interdiction des polluants organiques dÃ©nommÃ©s "Dioxines et Furanes", deux gaz trÃ¨s toxiques provenant de la combustion de l'essence contenant du plomb et qui sont classÃ©s parmi les substances les plus cancÃ©rigÃ¨nes.